L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX No 78, rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 MAI 1864. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 14 MAI.

Vente à l'encan de ce jour.

Par le Shériff.—Le Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, une propriété rue Royale et une autre dans le Troisième District. Voir les détails aux annonces.

Par E. M. Jambon—à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, une propriété rue des Remparts, une autre rue Burgundy, qui sera négligemment Ruelle et Gayle, des propriétés dans le Second et Troisième District. Voir les détails dans les annonces.

Par A. Fernandez—à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, vingt grands terrains bornés par une rue Lafayette, Bourgogne, la propriété de Soulchères.

Par F. J. Spear—à la Bourse des Négociants et des Entrepreneurs, propriétés de très grande rue dans la rue de l'Esplanade, et terrains dans le Sixe District. Voir les détails dans l'annonce.

Par M. Monroe—à son magasin d'encan, vêtements confectionnés pour hommes et garçons.

Aussi—à son encan public, bottes et souliers.

Par B. F. Montgomery—à son magasin d'encan, 250 balles de coton, de la mousse, du sucre, farine, &c.

Par D. E. Morphy—47 rue des Magasins, bottes et souliers en tout genre.

Par W. F. Vaucluse—au magasin de Chiffon à Co, rue du Camp, No 62, tout le stock du magasin, chapeaux de Panama et autres chapeaux en paille.

Aussi, au No 64 rue Bourbon, 20 balles de cotton et du tabac à cigares.

Par E. Rogers & Cie—par magasin d'encan, chevaux et harnais.

Par E. Bertheau No 91, rue des Magasins, whisky, champagne, vins, et marchandises sèches, &c.

Par J. W. Hunsenbuiller—au Carré rue des Magasins et Chartres, beurre, lard, jambon, bacon, eau de vie, whisky, &c.

Par D. E. Morphy—sur la levée, rue Dryades, porc salé, lard.

ARRIVÉE DU STEAMER MISSISSIPPI.

Le steamer *Mississippi*, capitaine Kennedy, parti de New York le 4 mai, est arrivé hier soir. Il est consigné au quartier maître des Etats-Unis.

Ce steamer a rencontré à son départ des vaisseaux qui venaient de New York jusqu'au 5 mai, mais les nouvelles qu'ils contiennent ont été devancées par celles de l'Arabie.

La question mexicaine.

Convention entre la France et le Mexique

Le *Moniteur* de Paris du 22 avril, donne en partie le texte de la nouvelle convention entre la France et le Mexique au sujet de la part que les troupes françaises feront dans ce dernier pays, après l'achèvement de la pacification, dans le but d'y maintenir l'ordre et de consolider le nouvel empire. Voici cette convention :

Le gouvernement de l'Empereur des Français et celui de l'Empereur du Mexique animés du désir de consolider le rétablissement de l'ordre au Mexique et de consolider le nouvel empire, ont résolu de régler par une convention spéciale les conditions de séjour des troupes françaises dans ce pays, et ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires savoir :

Le maréchal de France, M. Charles Hedouville, sénateur, grand'croix de première classe, Commandeur d'honneur du Ministère des Affaires étrangères, grand officier de la Légion d'honneur, &c.

Et M. Joaquin del Moral, ministre d'Etat sans portefeuille, du Conseil privé de l'Empereur, grand'croix de l'ordre de Guadalupe, &c.

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article I.—Les troupes françaises maintenues au Mexique seront réduites le plus tôt possible à un corps de 25 000 hommes, y compris la légion étrangère. Ce corps, qui ne comprendra que des troupes d'infanterie et de cavalerie, restera au Mexique aussi longtemps que l'Empereur Napoléon le jugera nécessaire pour l'affermissement du trône de l'Empereur Maximilien.

Art. II.—Les troupes françaises évacueront le Mexique en trois années, à partir du 31 Mars 1864, de manière à compléter les deux tiers de leur effectif dans la première année, et le dernier tiers dans la seconde année.

Art. III.—Le gouvernement mexicain s'engage à payer à la France les dépenses des trois années d'occupation, conformément à l'article X.

Art. IV.—Le gouvernement mexicain s'engage à n'admettre au service du Mexique aucun officier ou soldat français qui aura déserté, sans préjudice des mesures à prendre à l'égard des déserteurs.

Art. V.—Le gouvernement mexicain s'engage à ne conclure aucun traité ou convention avec aucune puissance étrangère sans l'assentiment préalable de l'Empereur Napoléon.

Art. VI.—Les ports du territoire mexicain seront ouverts aux navires de toutes les nations, sauf les restrictions établies par les lois mexicaines.

Article VII.—Tous les grades et emplois militaires seront conférés exclusivement à des Mexicains.

Article VIII.—Tous les citoyens du corps d'armée français qui, volontairement ou par service militaire, auront fait la guerre au Mexique, pourront s'établir librement sur le territoire mexicain, et y jouiront de tous les droits civils accordés aux nationaux.

Article IX.—Les frais de l'expédition française et ceux que la France paye par le gouvernement mexicain seront réglés à la somme de 270,000,000 francs, qui sera payée dans le délai de l'occupation jusqu'au 31 juillet 1864. Cette somme portera intérêt à 6 pour cent à partir du 1er juillet 1864, époque à laquelle commencera le remboursement.

Article X.—L'Empereur Napoléon se charge de payer par le gouvernement mexicain pour la solde et l'entretien de troupes du corps d'armée, après le 31 juillet 1864, neuf cents francs par jour pour chaque homme.

Article XI.—Le gouvernement mexicain remettra au gouvernement français la somme de 12,000,000 à laquelle est obligé le Trésor public, à l'extinction des bons du Trésor connus sous le nom de bons Jecker, et 12,000,000 comme versement des intérêts dus aux Français par ce motif, aux termes de l'article XIV de la présente Convention.

Article XII.—Pour le paiement du surplus des frais de la guerre et pour satisfaire aux charges hypothéquées dans les articles 7, 10 et 11, le gouvernement mexicain s'engage à payer annuellement à la France la somme de 37 millions en sus de celle mentionnée à l'article 9, de telle sorte que la totalité des indemnités qui resteront dues aux sujets français en vertu de l'article 14 et du présent :

Article XIII.—Le gouvernement mexicain s'engage à ne traiter les sujets français des autres pays que sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article XIV.—Le gouvernement mexicain s'engage à ne traiter les sujets français des autres pays que sur le pied de la nation la plus favorisée.

Article XV.—Une commission mixte, composée de deux Français et de deux Mexicains, siégera à Paris, présidée à la liquidation définitive des réclamations déjà admises par la commission française et définitivement arrêtées par elle, et pourra entendre les autres qui seront ou pourront être présentées.

Article XVI.—Une commission de révision, composée de deux Français et de deux Mexicains, siégera à Mexico, présidée à la liquidation définitive des réclamations déjà admises par la commission française et définitivement arrêtées par elle, et pourra entendre les autres qui seront ou pourront être présentées.

Article XVII.—Le gouvernement français et celui du Mexique se réservent de régler par une convention spéciale les conditions de la garantie à donner par le gouvernement mexicain aux capitaux qui seront prêtés par la France au Mexique.

Article XVIII.—La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées le plus tôt possible.

Fait au château de Miramar, en 10 avril 1864.

Le texte de cette Convention est suivi immédiatement, dans le *Moniteur*, d'une lettre de l'Empereur Napoléon à son ministre des finances, dans laquelle il lui dit que pendant la durée de l'occupation française, le Mexique peut refuser aux Etats-Unis, Nouvelle-Orléans et Matamoras, les droits d'entrepôt, de transit et de réexportation dont jouissent les ports français. Il ajoute que le Mexique peut refuser aux Etats-Unis, Nouvelle-Orléans et Matamoras, les droits d'entrepôt, de transit et de réexportation dont jouissent les ports français. Il ajoute que le Mexique peut refuser aux Etats-Unis, Nouvelle-Orléans et Matamoras, les droits d'entrepôt, de transit et de réexportation dont jouissent les ports français.

LA PRESSE FRANÇAISE SUR LA QUESTION MEXICAINE.

Nous trouvons dans les journaux de l'Empereur correspondance de Paris du 22 avril, écrit dans ces termes de qui suit :

Le *Moniteur* annonce dans ses colonnes officielles aujourd'hui que la Convention a été signée entre la France et le Mexique, et que l'Empereur Maximilien va partir incessamment pour aller prendre possession de son trône. Cette nouvelle a été accueillie favorablement aux Bourses d'ici—et je présume d'Amérique aussi—car les fonds anglais et français ont monté légèrement. Le 3 pour cent français, qui était coté 67 francs 50 centimes, a fini à 67 francs 75 centimes. Ce n'est pas une hausse considérable, mais c'est une hausse quand même. Les fonds anglais ont gagné un quart pour cent. Le public, en général, paraît satisfait de la solution donnée à la question mexicaine. Il est vrai que la presse officieuse a été chargée de préparer l'opinion à cette solution, et que, depuis quelques jours, elle a fait entendre à ce sujet un langage très-rassurant. Il est vrai aussi que la presse indépendante a gardé un silence absolu, ce qui a été considéré par beaucoup de personnes comme un symptôme peu favorable. Mais, en définitive, le public a pris son parti de la solution, et il ne paraît pas disposé à faire de l'opposition à la politique d'expansion du gouvernement.

Le *Constitutionnel* dit aujourd'hui que cette politique a été inaugurée par le traité de commerce avec l'Angleterre, et que, depuis cette époque, elle a été suivie avec persévérance. Le journal officiel ajoute que la France a pris l'initiative de la pensée qui a présidé à la création de l'Empire mexicain, et qu'elle a contribué à la fondation de ce nouvel Empire par l'énergie de son action militaire. Il ajoute que la France a pris l'initiative de la pensée qui a présidé à la création de l'Empire mexicain, et qu'elle a contribué à la fondation de ce nouvel Empire par l'énergie de son action militaire. Il ajoute que la France a pris l'initiative de la pensée qui a présidé à la création de l'Empire mexicain, et qu'elle a contribué à la fondation de ce nouvel Empire par l'énergie de son action militaire.

L'EMPEREUR MAXIMILIEN A ROME.

Rome, 20 avril au soir.—L'empereur et l'impératrice du Mexique partiront de Rome cet après-midi à 3 heures et s'embarqueront ce soir à Civita Vecchia pour le Mexique. Ils ont eu une audience de Sa Sainteté. Ils ont visité la Basilique du Vatican, l'ex-roi de Naples, la famille royale Napolitaine et le cardinal Antonelli. Hier soir leurs majestés ont donné un dîner, suivi d'une réception à laquelle ont assisté les ambassadeurs, les ministres pontificaux, le corps diplomatique et la noblesse romaine.

Avant leur départ pour Civita Vecchia l'Empereur et l'Impératrice ont assisté à un service religieux au Vatican. La Pape a rendu visite à leurs majestés.

ARRIVÉE DE L'AMBASSADEUR MEXICAIN A PARIS.

—On écrit de Paris, le 13 avril, au *London Times* :

M. Hidalgo qui est nommé ministre plénipotentiaire à Paris pour l'empire mexicain, est arrivé aujourd'hui de Miramar. Il apporte la notification de l'acceptation du trône et des lettres de l'empereur Maximilien à Napoléon.

Les affaires d'Amérique au Parlement anglais—Le 21 avril, à la Chambre des Communes, M. Hopwood a demandé si le lord en parlant il demanderait au premier Lord de la Trésorerie s'il serait disposé à proposer une conférence sur les affaires américaines.

Le Secrétaire d'Etat a répondu qu'il ne croyait pas qu'une conférence fût utile